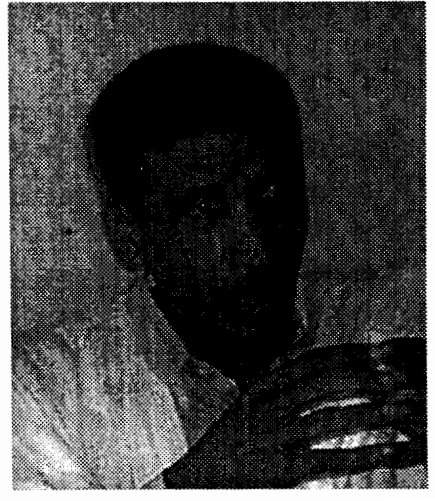
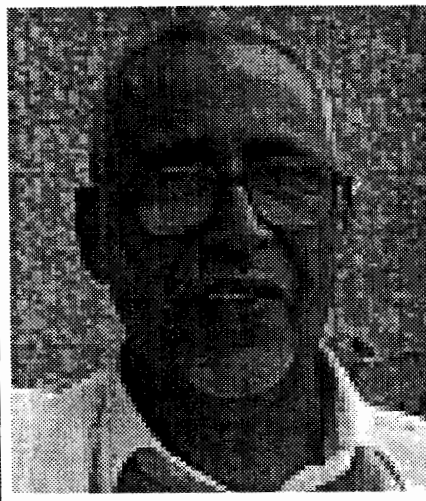
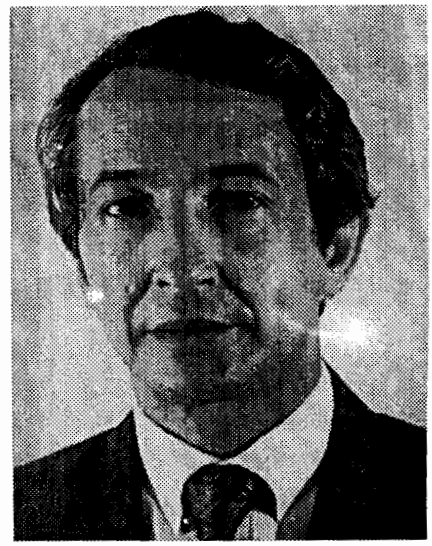


PARTIS POLITIQUES MAURITANIENS

La grande agitation

Depuis l'enclenchement du mouvement du 03 août 2005, les partis politiques s'agitent, se cherchent et pêchent au hameçon pour recueillir le maximum possible d'adhésions populaires. " Tout pour la victoire, et à n'importe quel prix " semble être le credo. Les risques d'implosion sont forcément énormes... à l'arrivée, la pêche pourrait bien réserver quelques surprises.



PARTIS POLITIQUES MAURITANIENS

La grande agitation



Depuis l'enclenchement du mouvement du 03 août 2005, les partis politiques s'agitent, se cherchent et pêchent au hameçon pour recueillir le maximum possible d'adhésions populaires. " Tout pour la victoire, et à n'importe quel prix " semble être le credo. Les risques d'implosion sont forcément énormes... à l'arrivée, la pêche pourrait bien réserver quelques surprises.

Mercredi 03 août 2005, les militaires prennent le pouvoir sans coup férir. La rumeur qui enflait depuis l'aube est finalement confirmée par un communiqué vers 14 heures de la même journée. Le pouvoir a bien changé de main. Les nouveaux maîtres du pays dissolvent le Parlement et maintiennent les textes régissant la démocratie dans le pays. Tous les partis politiques, sans exception, saluent l'action. Le PRDS, formation au pouvoir, exprime son soutien en une valse de deux temps. Ensuite, l'unanimité s'établit autour du putsch. Les militaires ont carte blanche. Les civils s'en vont pour la quête de l'assise populaire. Chacun y va de sa manière.

Le PRDS éclate
Le Parti du président déchu tente d'amortir le choc. Une fois le pouvoir perdu, les leaders de la formation de Ould Taya tentent de préserver l'essentiel : rester dans la proximité du pouvoir, tout en maintenant l'unité de la troupe. Le pari était très difficile. Pour le gagner, la direction improvise des journées de réflexion. Chacun a eu l'occasion de se défouler et l'impression qu'il pouvait contrôler les instances futures du parti. Puis, arrive le congrès -maintenu à sa date initiale- qui fut l'occasion rêvée pour le grand déballage. L'héritage de Ould Taya s'effrite sur un fond de critiques acerbes contre son règne. Le parti renie son identité et s'adonne à un piteux spectacle d'auto-flagellation. La vieille garde qui se côtoyait et se tenait en respect entre dans une confrontation ouverte. Elle sera chargée de tous les maux. Elle encaissera, tout en essayant de tout remettre sur le dos du maître absent, Ould Taya. La nouvelle génération, pompeusement appelée " courant réformateur " anime une fronde qui finira par étaler le linge sale devant les tribunaux et l'opinion. Le parti chan-

ge de nom, de références et de discours. Le parti écroulé est poussé à son comble. Les instances cooptées pour faire plaisir à tout le monde mettent en avant des inconnus. Les vieux barons se retirent. Le parti éclate en lambeaux et ses segments essaient de colmater les brèches ailleurs. Une grande partie des représentants des régions Est du pays, migre vers d'autres cieux. Des cadres d'envergure de la région du fleuve (Trarza, Gorgol, Brakna, et même le Guidimaha), signifient leur distance par rapport à un parti où ils ne se reconnaissent plus. Même son de cloche du côté de l'Adrar, où le cousin de Ould Taya, Ahmed Ould Sidi Baba, accueille à bras ouverts Abdou Maham et ses amis islamistes, puis les transfuges du PRDS qui avait ceci en commun, qu'ils étaient tous issus de la tribu Smacide.

Démarcation
Les petites formations qui gravitaient autour du pouvoir sous le label de partis de la majorité présidentielle se démarquent de leur ancienne coalition. Le RDU de Ahmed Ould Sidi Baba, l'UDP de Naha Mint Mouknass, l'UNDD de Tijane Koïta, et d'autres formations microscopiques, saluent le putsch, fustigent, selon les règles toutes mauritaniennes dans l'art du retournement de la veste, le régime déchu. Le ton de ce brusque et opportuniste revirement fut donné par Mme Naha Mint Mouknass, dont les propos acerbes contre Ould Taya en ont surpris plus d'un ! C'est pourtant grâce à celui-ci que la fille de Feu Hamdi Ould Mouknass avait " hérité " d'un parti et d'un poste au gouvernement. Du côté du RDU, de l'UNDD, de l'UPSD de Ould Mah, ce fut un peu plus tard que les leaders prendront leurs distances, eux-aussi, par rapport à Ould Taya qui les avait " façonnés ". Depuis, ces formations sont tombées dans une léthargie qui présage d'un avenir encore incertain. Elles étaient, d'une manière ou d'une autre, représentées au Parlement dissous, le cas échéant, bénéficiaient d'égards particuliers. Encore faudra-t-il rappeler que leurs sièges sont, dans plusieurs cas, obtenus lors de scrutins boycottés par l'opposition ou par truchements flagrants de l'ancien parti au pouvoir.

Perdre le nord
La nébuleuse de l'ex-opposition ne surprend pas l'opinion en saluant le coup d'Etat du 03 août 2005. Ses leaders, jadis voués aux géronies par le pouvoir déchu défilent au Palais présidentiel pour annoncer leur adhésion sans réserve aux orientations des nouveaux dirigeants. Ils s'engagent même à accompagner le processus, malgré les réserves exprimées par ci et par là par rapport à certaines questions. Des réserves qui émaneront surtout des partis dits radicaux (APP, AJD et le PLEJ) par rapport à certaines questions majeures comme les déportés, l'esclavage et le passif humanitaire.

Le passif économique du régime déchu ne semble pas occuper une place importante dans leurs revendications. L'UFP rejoint ces formations dans une nette et claire revendication de la résolution du problème des déportés avant le début du processus électoral.

D'autres partis essaient d'amaigrir les militaires et l'opinion, en observant un silence dérangeant par rapport aux questions qui gênent. C'est surtout le cas du RFD d'Ahmed Ould Daddah. Jadis formation politique assez engagée, du moins sur le plan du discours, ses principaux responsables deviennent aphones. S'ils ouvrent la bou-

che, c'est pour saluer et se féliciter des choix des militaires. Attitude qui poussera de nombreux observateurs à les qualifier de " caisse de résonance du CMDJ ". Les autres partis comme le Front Populaire et SAWAB observent une position de réserve par rapport aux choix opérés par les militaires, notamment vis-à-vis du régime présidentiel pour le second et de la décentralisation pour le premier.

C'est dans ce contexte où aucun parti n'est parvenu à se situer réellement, ou même à retrouver ses marques, que la pêche aux voix s'est effectuée. Par principe, toute demande fut acceptée, l'essentiel étant d'enregistrer le maximum d'adhésions possibles ! Comportement forcément préjudiciable au fonctionnement et à la réussite du parti, si l'on sait que toute adhésion est forcément motivée par un désir de cooptation future. Et comme ceux qui ont peiné des années durant ne voudront pas être sacrifiés, la guerre des clans à l'intérieur des formations politiques, est certaine, pendant les choix des candidatures aux suffrages municipales et législatives.

Un Bloc
Les journées nationales de concertation organisées par le pouvoir ont permis à toute l'opposition de se retrouver autour d'une même

table. En l'absence d'une coordination qui n'a jamais eu lieu, ils ont réussi à coordonner leur position sur un seul point : la nécessité d'interdire les candidatures indépendantes !

Au flanc gauche de cette opposition, s'est créé le Bloc des partis pour le Changement constitué de formations toujours laissées à la marge des grandes concertations (PLEJ, AJD, les VERTS, PTUN...). Leur souci majeur est de constituer un contrepoids aux grandes formations qui accaparent la scène, orientent l'opinion et dictent leurs choix lors des orientations générales du pouvoir. L'un des principaux animateurs de ce groupe aspirerait à être le candidat unique du groupe à la prochaine présidentielle. Et c'est peut-être là que réside la cause de l'implosion que beaucoup prédisent pour le bloc.

On le voit, le paysage politique mauritanien est en pleine évolution. Les nouvelles créations (RD) et récemment le Rassemblement pour la Mauritanie (RPM), contribueront à élargir le panel, mais aussi ajoutent à la confusion et à la surcharge du paysage politique. Comme le disait M. Koïta de l'UNDD, l'autre soir à la télévision, " plus de 40 partis pour un pays de moins de 3 millions d'habitants, c'est une aberration ".

OOumar El Moctar

